

RF

ROYAUME DE BELGIQUE

AVIS 41.326/4

DE LA SECTION DE LÉGISLATION DU CONSEIL D'ÉTAT

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Secrétaire d'État aux Entreprises publiques, le 15 septembre 2006, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal "concernant les modalités de l'utilisation des membres du personnel de l'entreprise publique autonome Belgacom dans le cadre de l'implémentation de la gestion électronique des dossiers des employeurs et de l'amélioration de la qualité des services délivrés", a donné le 9 octobre 2006 l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Observation générale

Dans son avis 37.395/4, donné le 5 juillet 2004, sur un projet devenu l'arrêté royal du 13 septembre 2004 fixant le projet, le nombre de membres du personnel requis à utiliser et les modalités de l'utilisation de membres du personnel de Belgacom pour l'organisation et la mise en oeuvre de la prise en charge neutre des appels des centrales d'alarme 112, 101 et 100, la section de législation a formulé les observations générales suivantes ⁽¹⁾ :

⁽¹⁾ Voir aussi l'avis 37.397/4, donné le 5 juillet 2004, sur un projet devenu l'arrêté royal du 22 juillet 2004 concernant les modalités d'utilisation des membres du personnel de l'entreprise publique Belgacom dans le cadre de la coordination de la délivrance des cartes d'identité électroniques, l'avis 38.273/3, donné le 19 avril 2005, sur un projet devenu l'arrêté royal du 13 mai 2005 concernant les modalités de l'utilisation des membres du personnel de l'entreprise publique autonome Belgacom dans le cadre de la mise en oeuvre des révisions quinquennales portant sur le droit à l'allocation de remplacement de revenus et à l'allocation d'intégration, et l'avis 40.890/2/V, donné le 7 août 2006 sur un projet devenu l'arrêté royal du 15 septembre 2006 concernant les modalités de l'utilisation des membres du personnel de l'entreprise publique autonome Belgacom dans le cadre du contrôle de l'interdiction de fumer dans les espaces publics et du renforcement du contrôle sanitaire Saniport-Aéroport.

"1. Le projet examiné entend se fonder sur l'article 475 de la loi-programme du 22 décembre 2003 ⁽²⁾, disposition en cours de modification ⁽³⁾ dont résultera le texte suivant :

«Art. 475. Le personnel statutaire des entreprises publiques autonomes peut, sur une base volontaire, être utilisé dans des projets déterminés dans chaque service public belge.

Les conditions auxquelles les membres du personnel doivent répondre afin de pouvoir se porter candidat pour cette mission sont déterminées par l'entreprise publique autonome après soumission à la Commission Paritaire concernée conformément à l'article 34, § 2, A, 4°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques, et après décision telle que prévue à l'article 35 de la même loi.

Le Roi fixe, par un arrêté délibéré en Conseil des ministres :

- 1° sur proposition du ministre des Entreprises publiques et le ministre compétent le projet le nombre de personnel qu'on peut utiliser ⁽⁴⁾;
- 2° sur proposition du ministre des Entreprises publiques et le ministre compétent, en concertation avec chaque entreprise publique autonome concernée, les interventions financières éventuelles de l'État et après soumission à la Commission Paritaire concernée conformément à l'article 34, § 2, A, 4°, de la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certains entreprises publiques économiques, et après décision telle que prévue à l'article 35 de la même loi, les modalités dans lesquelles ils seront utilisés.

Si au cours ou au terme de la période d'affectation, tant le membre du personnel que l'autorité publique souhaitent que, sans préjudice du statut du personnel de l'autorité publique concernée, le membre du personnel entre en fonction, après la période d'affectation, auprès de l'autorité publique en tant que

⁽²⁾ *(Note infrapaginale 1 de l'avis cité)* L'article 475 de la loi-programme correspond à l'article 434 de l'avant-projet qui a fait l'objet de l'avis 36.080/1/2/3/4, donné les 7 et 12 novembre 2003 (Doc. parl., Ch., session 2003/2004, n° 473/1).

⁽³⁾ *(Note infrapaginale 2 de l'avis cité)* L'article 50 d'un projet de loi-programme adopté par la Chambre le 10 juin 2004 et par le Sénat le 1^{er} juillet 2004 complète l'article 475, précité, par un alinéa 4 nouveau et correspond à l'article 34 de l'avant-projet qui a fait l'objet de l'avis 37.099/1/2/3/4, donné les 6 et 7 mai 2004 (Doc. parl., Ch., session 2003/2004, n° 1138/1).

⁽⁴⁾ *(Note infrapaginale 3 de l'avis cité)* Il semble que la version française du texte publié au Moniteur présente des erreurs. Le texte néerlandais de l'article 475, alinéa 3, 1° est : "op voordracht van de minister van Overheidsbedrijven en de bevoegde minister het project en het aantal personeelsleden dat hiervoor kan worden ingezet".

membre du personnel statutaire, ce membre du personnel sera transféré à l'autorité publique concernée avec maintien de sa qualité de fonctionnaire statutaire.»

Le projet examiné prévoit que les membres du personnel statutaire de Belgacom affectés au projet d'organisation et de mise en oeuvre de la prise en charge neutre des appels à destination des centrales d'alarme 100, 101 et 112, le sont en qualité de stagiaires (article 5, alinéa 2, du projet), puis, à l'issue de ce stage, d'agents statutaires (article 14 du projet) du Service public fédéral Intérieur.

En ce qu'il entend organiser le recrutement statutaire immédiat, avec accomplissement d'une période de stage, des membres du personnel statutaire de Belgacom concernés, le projet ne s'inscrit qu'imparfaitement dans l'exécution de l'article 475 précité, tel que complété par le projet de loi-programme en cours d'adoption. Ce dernier ne vise en effet pas à remplacer par un recrutement statutaire, la mission ou période d'affectation actuellement prévue dans cette disposition. Il tend au contraire à permettre qu'au terme de cette mission ou période d'affectation, les agents concernés puissent, sur une base volontaire et de l'accord de l'autorité auprès de laquelle ils auront été affectés, être transférés à cette dernière, avec maintien de leur qualité de fonctionnaire statutaire, et donc sans devoir se soumettre à l'obligation de réussir un stage préalable.

2. Dans son avis 36.080/4, précité, la section de législation a attiré l'attention de l'auteur du projet sur les problèmes de conformité au droit communautaire que pourrait présenter le système dont l'article 475 de la loi-programme du 22 décembre 2003 permet la mise en place, notamment au regard de l'article 87 du Traité instituant la Communauté européenne.

Cette observation conserve toute sa pertinence pour le projet d'arrêté examiné, lequel pourrait être considéré par la Commission européenne comme constituant une mesure d'aide à l'égard de Belgacom. Il doit, à ce titre, être notifié à la Commission européenne.

3. L'article 475, alinéa 3, de la loi-programme du 22 décembre 2003 ne prévoit pas d'intervention financière des entreprises publiques concernées dans les coûts de réalisation des projets pour lesquels [leur] personnel serait utilisé. Les articles 12, 13 et 15 du projet doivent, par conséquent, être omis."

Ces observations doivent également être formulées à l'égard du projet examiné, et plus particulièrement de ses articles 3 et 4 (pour la première observation générale), ainsi qu'à l'égard de ses articles 7, 8 et 10 (pour la troisième observation générale).

Observations particulières

Préambule

1. À l'alinéa 1^{er} du préambule, relatif au visa du fondement légal du projet, il convient d'ajouter que l'article 475 de la loi-programme du 22 décembre 2003 a encore été modifié par la loi du 20 juillet 2006 ⁽⁵⁾.

2. Il n'y a pas lieu de viser, au titre de fondement légal, le chapitre II du titre VI de la loi-programme du 11 juillet 2005 ⁽⁶⁾.

L'alinéa 2 du préambule sera par conséquent omis.

3. L'alinéa 3 du préambule, relatif au visa de l'arrêté royal du 3 avril 1997 portant des mesures en vue de la responsabilisation des institutions publiques de sécurité sociale, en application de l'article 47 de la loi du 26 juillet 1996 portant modernisation de la sécurité sociale et assurant la viabilité des régimes légaux de pensions, confirmé par la loi du 12 décembre 1997, doit également être omis, cet arrêté ne constituant pas davantage le fondement légal de l'arrêté en projet.

Dispositif

Article 2

L'article 475, alinéa 3, 1°, de la loi du 22 décembre 2003 précitée charge le Roi de définir les projets pour lesquels des membres du personnel des entreprises publiques peuvent être utilisés.

⁽⁵⁾ Loi du 20 juillet 2006 portant des dispositions diverses, article 354.

⁽⁶⁾ Pour l'exécution de ces dispositions, voir l'arrêté royal du 19 avril 2006 portant exécution des articles 55 et 56 de la loi-programme du 11 juillet 2005.

L'article 2, 3° du projet, définit le projet comme étant :

"l'implémentation de la gestion électronique des dossiers des employeurs et l'amélioration de la qualité des services délivrés".

Cette disposition semble viser deux objectifs distincts ⁽⁷⁾, dont le second, portant sur l'amélioration de la qualité des services, devrait être mieux circonscrit afin de correspondre à la notion de projet.

Article 4

1. L'article 4, alinéa 2, du projet, doit être revu afin d'indiquer précisément, par niveau, le nombre de membres du personnel de Belgacom utilisés dans chaque projet.

2. À l'article 4, alinéa 2, du projet, il serait préférable de remplacer, dans le texte français, les termes "services réels" par "services effectifs", afin de conserver - comme dans le texte néerlandais de cette disposition - la même terminologie que celle utilisée aux articles 65, § 3, et 66 du statut des agents de l'État ⁽⁸⁾.

Article 11

Selon la disposition à l'examen, l'arrêté en projet entre en vigueur le jour de sa publication au Moniteur belge.

⁽⁷⁾ Cette lecture de l'article 2, 3°, du projet, est corroborée par son article 2, 6°, lequel définit le service comme étant : "le service où le membre du personnel est effectivement employé. Il s'agit du service Logistique ou du service Contrôle".

⁽⁸⁾ En ce sens, voir l'article 4 de l'arrêté royal du 15 septembre 2006 précité, tel que modifié en réponse à l'observation formulée à son égard dans l'avis 40.890/2/V précité.

À moins d'une raison spécifique justifiant une dérogation au délai usuel d'entrée en vigueur, fixé par l'article 6, alinéa 1^{er}, de la loi du 31 mai 1961 relative à l'emploi des langues en matière législative, à la présentation, à la publication et à l'entrée en vigueur des textes légaux et réglementaires, il faut renoncer, en principe, à l'entrée en vigueur immédiate afin d'accorder à chacun un délai raisonnable pour prendre connaissance des nouvelles règles.

La chambre était composée de

Messieurs	R. ANDERSEN,	premier président du Conseil d'État,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	P. VANDERNOOT,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

LE GREFFIER,

LE PREMIER PRÉSIDENT,

C. GIGOT

R. ANDERSEN

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 41.326/4

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 15 september 2006 door de Staatssecretaris voor Overheidsbedrijven verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de modaliteiten voor het inzetten van personeelsleden van het autonoom overheidsbedrijf Belgacom in het kader van het verwezenlijken van het elektronisch werkgeversdossier en het verbeteren van de kwaliteit van de dienstverlening", heeft op 9 oktober 2006 het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerking

De afdeling wetgeving heeft de volgende algemene opmerkingen gemaakt in haar advies 37.395/4, gegeven op 5 juli 2004, over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 13 september 2004 betreffende de bepaling van het project, het vereist aantal in te zetten personeelsleden en de modaliteiten van het inzetten van personeelsleden van Belgacom voor de organisatie en invulling van de neutrale calltaking van de alarmcentrales 112, 101 en 100 ⁽¹⁾ :

⁽¹⁾ Zie ook advies 37.397/4, gegeven op 5 juli 2004, over een ontwerp dat aanleiding heeft gegeven tot het koninklijk besluit van 22 juli 2004 betreffende de modaliteiten van het inzetten van personeelsleden van het autonoom overheidsbedrijf Belgacom in het kader van coördinatie van de uitreiking van de elektronische identiteitskaart, advies 38.273/3, gegeven op 19 april 2005, over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 13 mei 2005 betreffende de modaliteiten voor het inzetten van personeelsleden van het autonoom overheidsbedrijf Belgacom in het kader van de uitvoering van de vijfjaarlijkse herzieningen inzake het recht op de inkomensvervangende tegemoetkoming en op de integratietegemoetkoming en advies 40.890/2/V, gegeven op 7 augustus 2006 over een ontwerp dat heeft geleid tot het koninklijk besluit van 15 september 2006 betreffende de modaliteiten voor het inzetten van personeelsleden van het autonoom overheidsbedrijf Belgacom in het kader van de controle op het verbod van het roken in openbare plaatsen en versterking van de gezondheidscontrole Saniport-Luchthaven.

"1. In het voorliggende ontwerp wordt aangegeven dat de rechtsgrond ervan artikel 475 is van de programmawet van 22 december 2003 ⁽²⁾, waarvan de wijziging thans in het Parlement wordt besproken ⁽³⁾, waardoor de tekst ervan als volgt zal luiden :

«Art. 475. De statutaire personeelsleden van de autonome overheidsbedrijven kunnen op vrijwillige basis ingezet worden op welbepaalde projecten in elke Belgische openbare overheid.

De voorwaarden waaraan de personeelsleden van het betrokken overheidsbedrijf dienen te voldoen om zich kandidaat te stellen voor het project worden bepaald door het betrokken autonoom overheidsbedrijf na voorlegging aan het betrokken Paritair Comité in toepassing van het gestelde in het artikel 34, § 2, A, 4°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, en beslissing conform het gestelde in artikel 35 van dezelfde wet.

De Koning bepaalt, bij een besluit vastgesteld na overleg in Ministerraad :

- 1° op voordracht van de minister van Overheidsbedrijven en de bevoegde minister het project en het aantal personeelsleden dat hiervoor kan worden ingezet ⁽⁴⁾;
- 2° op voordracht van de minister van Overheidsbedrijven en de bevoegde minister, in overleg met elk betrokken autonoom overheidsbedrijf, de eventuele financiële tegemoetkoming van de Staat en na voorlegging aan het betrokken Paritair Comité in toepassing van het (gestelde) in het artikel 34, § 2, A, 4°, van de wet van 21 maart 1991 betreffende de hervorming van sommige economische overheidsbedrijven, en beslissing conform het gestelde in artikel 35 van dezelfde wet, de modaliteiten waaronder zij zullen worden ingezet.

⁽²⁾ *(Voetnoot 1 van het vermelde advies)* Artikel 475 van de programmawet komt overeen met artikel 434 van het voorontwerp waarover op 7 en 12 november 2003 advies 36.080/1/2/3/4 is gegeven (Gedr. St., Kamer, 2003/2004, nr. 473/1).

⁽³⁾ *(Voetnoot 2 van het vermelde advies)* Bij artikel 50 van een ontwerp van programmawet dat door de Kamer is aangenomen op 10 juni 2004 en door de Senaat op 1 juli 2004, wordt het voormelde artikel 475 aangevuld met een nieuw vierde lid, dat overeenstemt met artikel 34 van het voorontwerp waarover op 6 en 7 mei 2004 advies 37.099/1/2/3/4 is gegeven (Gedr. St., Kamer, 2003/2004, nr. 1138/1).

⁽⁴⁾ *(Voetnoot 3 van het vermelde advies)* De Franse versie van de tekst die bekendgemaakt is in het Belgisch Staatsblad lijkt een aantal fouten te bevatten. De Franse versie van artikel 475, derde lid, 1°, luidt als volgt : "sur proposition du ministre des Entreprises publiques et le ministre compétent le projet le nombre de personnel qu'on peut utiliser".

Indien tijdens of na de periode van het inzetten, én het personeelslid én de openbare overheid, wensen dat, onverminderd het statuut van het personeel van de betrokken openbare overheid, het personeelslid na de periode van het inzetten bij de openbare overheid in dienst treedt als statutair personeelslid, wordt dit personeelslid met behoud van zijn hoedanigheid van statutair ambtenaar overgedragen naar de betrokken openbare overheid."

In het onderzochte ontwerp wordt bepaald dat de vastbenoemde personeelsleden van Belgacom die ingezet worden voor het project tot organisatie en invulling van de neutrale calltaking van de alarmcentrales 100, 101 en 112 worden aangesteld voor een proeftijd (artikel 5, tweede lid, van het ontwerp) en vervolgens, na afloop van de proeftijd, als vastbenoemde personeelsleden (artikel 14 van het ontwerp) van de Federale Overheidsdienst Binnenlandse Zaken.

Voorzover bij het ontwerp de rechtstreekse indienstneming als vastbenoemd personeelslid, na het vervullen van een proeftijd, wordt geregeld van de betrokken vastbenoemde personeelsleden van Belgacom, sluit het niet volledig aan bij de uitvoering van het voornoemde artikel 475, zoals aangevuld bij het ontwerp van programmawet dat ter goedkeuring aan het Parlement is voorgelegd. Dat ontwerp strekt er immers niet toe de opdracht of de periode van het inzetten waarin die bepaling thans voorziet, te vervangen door een indienstneming in vast verband. Het strekt er daarentegen toe te voorzien in de mogelijkheid dat de betrokken personeelsleden na die opdracht of periode van het inzetten op vrijwillige basis en met instemming van de overheid waarbij zij ingezet zijn, naar die overheid worden overgeheveld met behoud van hun hoedanigheid van vastbenoemd ambtenaar en dus zonder oplegging van de verplichting om met gunstig gevolg een voorafgaande proeftijd te volbrengen.

2. In haar voormelde advies 36.080/4 heeft de afdeling wetgeving de steller van de tekst erop gewezen dat problemen inzake de overeenstemming met het gemeenschapsrecht zouden kunnen rijzen door de regeling die krachtens artikel 475 van de programmawet van 22 december 2003 kan worden ingevoerd, inzonderheid in het licht van artikel 87 van het Verdrag tot oprichting van de Europese Gemeenschap.

Die opmerking is even pertinent voor het voorliggende ontwerp van besluit, dat door de Europese Commissie zou kunnen worden beschouwd als een steunmaatregel ten gunste van Belgacom. Om die reden moet van het ontwerp kennis worden gegeven aan de Europese Commissie.

3. Artikel 475, derde lid, van de programmawet van 22 december 2003 voorziet niet in een financiële bijdrage van de betrokken overheidsbedrijven in de kosten voor het tot stand komen van de projecten waarvoor hun personeel zou worden gebezigd. De artikelen 12, 13 en 15 van het ontwerp dienen bijgevolg te vervallen."

Deze opmerkingen moeten eveneens worden gemaakt over het onderzochte ontwerp, inzonderheid over de artikelen 3 en 4 ervan (wat de eerste algemene opmerking betreft) alsook over de artikelen 7, 8 en 10 ervan (wat de derde algemene opmerking betreft).

.../...

Bijzondere opmerkingen

Aanhef

1. In het eerste lid van de aanhef, betreffende de verwijzing naar de rechtsgrond van het ontwerp, moet worden toegevoegd dat artikel 475 van de programmawet van 22 december 2003 nog gewijzigd is bij de wet van 20 juli 2006 ⁽⁵⁾.

2. Er is geen reden om bij wijze van rechtsgrond naar hoofdstuk II van titel VI van de programmawet van 11 juli 2005 te verwijzen ⁽⁶⁾.

Het tweede lid van de aanhef dient bijgevolg te vervallen.

3. Het derde lid van de aanhef, betreffende de verwijzing naar het koninklijk besluit van 3 april 1997 houdende maatregelen met het oog op de responsabilisering van de openbare instellingen van sociale zekerheid, met toepassing van artikel 47 van de wet van 26 juli 1996 tot modernisering van de sociale zekerheid en tot vrijwaring van de leefbaarheid van de wettelijke pensioenstelsels, moet eveneens achterwege worden gelaten, daar dit besluit evenmin de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormt.

Dispositief

Artikel 2

Artikel 475, derde lid, 1°, van de voormelde wet van 22 december 2003 belast de Koning met het bepalen van de projecten waarvoor personeelsleden van de overheidsbedrijven kunnen worden ingezet.

⁽⁵⁾ Wet van 20 juli 2006 houdende diverse bepalingen, artikel 354.

⁽⁶⁾ Voor de uitvoering van deze bepalingen zie het koninklijk besluit van 19 april 2006 houdende uitvoering van de artikelen 55 en 56 van de programmawet van 11 juli 2005.

Artikel 2, 3°, van het ontwerp omschrijft het project als :

"het verwezenlijken van het elektronisch werkgeversdossier en het verbeteren van de kwaliteit van de dienstverlening".

Deze bepaling lijkt op twee doelstellingen ⁽⁷⁾ betrekking te hebben, waarvan de tweede, die de verbetering van de kwaliteit van de dienstverlening betreft, beter zou moeten worden omschreven om overeen te stemmen met het begrip project.

Artikel 4

1. Artikel 4, tweede lid, van het ontwerp moet worden herzien om per niveau nauwkeurig aan te geven hoeveel personeelsleden van Belgacom in elk project worden ingezet.

2. Het is verkieslijk om in de Franse tekst van artikel 4, tweede lid, van het ontwerp de woorden "services réels" te vervangen door "services effectifs", om - zoals in de Nederlandse tekst van deze bepaling - dezelfde terminologie te behouden als die welke in de artikelen 65, § 3, en 66 van het statuut van het Rijkspersoneel ⁽⁸⁾ wordt gebezigd.

Artikel 11

Volgens de onderzochte bepaling treedt het ontworpen besluit in werking de dag waarop het in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

⁽⁷⁾ Deze lezing van artikel 2, 3°, van het ontwerp wordt bevestigd door artikel 2, 6°, ervan, dat de dienst definieert als : "de dienst waar het personeelslid effectief tewerkgesteld wordt. Het betreft de dienst Logistiek of Controle".

⁽⁸⁾ Zie in deze zin artikel 4 van het voormelde koninklijk besluit van 15 september 2006, zoals het gewijzigd is in antwoord op de opmerking die erover is gemaakt in het voornoemde advies 40.890/2/V.

Tenzij er een bijzondere reden bestaat die een afwijking rechtvaardigt van de gebruikelijke termijn van inwerkingtreding, vastgesteld in artikel 6, eerste lid, van de wet van 31 mei 1961 betreffende het gebruik der talen in wetgevingszaken, het opmaken, bekendmaken en inwerkingtreden van wetten en verordeningen, dient men in principe af te zien van onmiddellijke inwerkingtreding opdat aan eenieder een redelijke termijn wordt geboden om van de nieuwe regels kennis te nemen.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	R. ANDERSEN,	eerste voorzitter van de Raad van State,
	P. LIÉNARDY,	staatsraden,
	P. VANDERNOOT,	
Mevrouw	C. GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. Y. CHAUFFOUREAUX, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER,

DE EERSTE VOORZITTER,

C. GIGOT

R. ANDERSEN